

Mais les mères et les foyers qui perdent de l'argent parce qu'on a décidé de réaménager le programme d'allocations familiales ou de modifier les dispositions sur les déductions fiscales pour personnes à charge, et qui le récupéreront peut-être par le biais de ce programme, ne seront pas dupes. Elles sauront pertinemment qu'à long terme ou à court terme dans ce cas, leur situation ne va guère s'améliorer. En outre, il y a ceux à qui cette situation rapporte. A mon avis, ils ne seront pas satisfaits non plus et seront mécontents d'apprendre que cet argent a été payé par d'autres, puisque c'est bien aux dépens des autres programmes existants que ce projet de loi pourra être appliqué.

Je pense que si le gouvernement a vraiment l'intention d'appliquer cette proposition, il devrait examiner sérieusement le pendant des dépenses d'État, soit les recettes de l'État. Il devrait trouver moyen de verser une plus grande partie de ses recettes dans le Trésor public en prélevant une plus grande part des richesses que représentent les abondantes ressources de notre pays. Ainsi, nous ne serons pas toujours forcés de choisir entre des programmes sociaux et d'autres, parce que nous croyons à tort avoir atteint les limites des ressources économiques disponibles pour financer divers programmes sociaux.

Je ne crois pas un instant que nous ayons exploité à fond notre capacité d'innover. Mais je perçois dans le pays, et particulièrement au sein du gouvernement actuel, la conviction d'avoir atteint la limite des fonds disponibles pour les programmes sociaux.

A mon avis, c'est une prémisse effarante sur laquelle fonder l'action du gouvernement. J'invite le gouvernement à songer sérieusement non seulement à effectuer des compressions mais aussi à produire de nouveaux capitaux. Nous ne devrions pas être obligés de prendre les délicates décisions que nous croyons à tort devoir prendre parce que nous ne nous attaquons pas au problème inverse de l'austérité budgétaire, produire de nouveaux capitaux.

M. Blaine A. Thacker (Lethbridge-Foothills): Monsieur l'Orateur, je prends la parole en tant que partisan du bill C-20. Je pense qu'il s'agit d'une bonne mesure qui devrait être adoptée.

Comme nouveau député, je dois avouer que depuis plusieurs jours, j'écoute avec beaucoup d'intérêt les députés néo-démocrates rivaliser d'éloquence sur les différents bills et motions qui nous ont été présentés. Je ne doute aucunement que le but des députés du Nouveau parti démocratique et de certains députés de l'opposition officielle est de faire de l'obstruction au bill ou assurément d'en retarder l'adoption. Cela finit par être ennuyeux d'écouter les envolées du NPD. Il est vrai que certaines gens s'accrochent à des idées dépassées et s'opposent systématiquement à tout, ne faisant preuve d'aucune imagination concernant les différentes questions soumises à l'examen de la Chambre. Voilà en tout cas un parti qui manque d'idées dynamiques et d'esprit d'initiative. Il ne s'attaque pas aux véritables problèmes du pays. Sur la plupart des bills que nous avons étudiés jusqu'à présent, nous n'avons entendu que des critiques de sa part, sans qu'il nous propose de solutions de

Crédit à l'intérêt hypothécaire

rechange. Cela vaut aussi bien pour l'étude au comité des finances des taux d'intérêt élevés que pour l'étude du bill dont nous sommes saisis. A quel point ce parti qui n'a pas de solutions à proposer est-il borné? Son répertoire se résume à trois ritournelles: la lutte contre les bénéfiques, les sociétés multinationales et l'exploitation éhontée.

Prenons d'abord la lutte contre les bénéfiques. Quiconque est dans les affaires, et certes le petit entrepreneur canadien, sait que par le mot bénéfique, on entend tout simplement les recettes brutes moins le prix de revient du produit et le coût de sa mise en marché. Nous savons tous, sauf les députés néo-démocrates, que les bénéfiques sont nécessaires pour donner de l'expansion aux usines, pour les équiper d'un nouvel outillage de production et ainsi répondre aux besoins futurs.

Passons ensuite aux multinationales: ils s'en prennent toujours aux multinationales chaque fois qu'il est question de la loi de l'impôt sur le revenu. C'est seulement grâce aux multinationales qu'on peut mettre au point et construire les usines et le matériel très complexes et techniques requis pour mettre en valeur nos sables bitumineux. Seule une société multinationale peut réunir l'argent et les compétences nécessaires à la réalisation d'un projet colossal. Cela ne peut être fait par de simples sociétés ou par des propriétaires d'entreprises, et certainement pas par le gouvernement. Il est intéressant de noter que le NPD se livre à de violentes attaques contre les sociétés multinationales, alors que des participants aux régimes de pension des syndicats et des syndiqués possèdent des milliers et des millions d'actions de ces sociétés multinationales.

Pour ce qui est de l'exploitation éhontée, j'entends constamment prononcer ces mots, sans jamais le moindre soupçon de preuve; en tout cas, il n'existe certes aucune preuve formelle d'exploitation.

Il était plaisant d'entendre le député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie) parler de recettes. Il est grand temps qu'il s'inquiète des recettes. La complicité des libéraux et des néo-démocrates depuis dix ans a conduit notre pays à un déficit budgétaire de 11 milliards de dollars par année et à un déficit actuel du compte courant de 7 milliards. Ce sont eux qui sont directement responsables de ces déficits, ce sont eux les coupables.

Quel est leur principe? Il y a toujours beaucoup de cris, de gémissements et de grossièretés de ce côté-là de la Chambre. Si les libéraux étaient au pouvoir, ils ne permettraient sûrement pas, comme nous, cette même liberté d'expression. Leur principe, c'est celui de la fourmilière, de la ruche, où tout le monde est réduit au même niveau et où personne ne peut croître et se développer. Ils vont toujours garder la même position, la même attitude.

En ce qui concerne le bill dont nous sommes saisis, le député de Broadview-Greenwood (M. Rae) a déclaré que cette mesure n'allait pas régler le problème des centres-villes. Il s'agit certes là d'un problème important. Une disposition du bill pourrait en fait grandement aider à le régler. Celui qui possède une maison au centre-ville et qui veut la rénover peut faire effectuer les travaux nécessaires et déduire l'intérêt hypothécaire de son impôt.